



**“Une nouvelle Silicon Valley”**

**Dave McKay  
président et chef de la direction**

**Présentation à la Chambre de commerce de Calgary  
Calgary (Alberta), Canada  
Le 26 octobre 2018**

***(L'allocution définitive fait foi.)***

Merci, Pam. Et merci à vous tous d'être ici aujourd'hui.

J'ai adoré mon séjour à Calgary cette semaine – et en particulier les échanges que j'ai eus avec des clients et avec mes formidables collègues dans cette ville.

La semaine dernière, je suis allé à New York avec les membres de notre Conseil d'administration. Et j'ai constaté que l'état d'esprit des investisseurs et des clients était dans l'ensemble très positif.

Bien sûr, le contexte actuel comporte aussi une dose d'incertitude. Le différend commercial entre les États-Unis et la Chine demeure préoccupant, et les révélations consternantes qui ont émané d'Istanbul pourraient avoir un impact important sur les alliances politiques stratégiques.

Mais globalement, le message que nous avons entendu était clair : la croissance économique mondiale est robuste, et la confiance envers l'Amérique du Nord se raffermi.

Ce contexte stimulera la demande de produits et de ressources canadiens, ainsi que la demande à l'égard du secteur énergétique de l'Alberta.

Ces dernières semaines, les Canadiens ont montré au monde de quoi ils sont capables. L'annonce faite par LNG Canada et la signature de l'AEUMC sont deux faits majeurs qui soulignent notre capacité de conclure des ententes.

Ces deux exemples montrent aussi la force que nous possédons quand la collaboration s'installe entre les entreprises, les administrations publiques, les représentants des travailleurs et les collectivités.

Toutefois, en dépit de ces victoires, les investisseurs avec lesquels j'ai discuté demeurent quelque peu sceptiques à l'égard du Canada et de notre capacité d'exécution dans la mise en valeur de nos ressources.

Je ne suis pas d'accord avec eux. Je crois que le Canada a la vision, la volonté et l'intelligence nécessaires pour continuer de transformer son secteur énergétique en une force plus respectueuse de l'environnement et plus durable économiquement – et ainsi être prêt à relever les défis des années 2030 et au-delà.

C'est le message que j'aimerais vous transmettre aujourd'hui.

Tant le Canada que l'Alberta se trouvent à l'heure actuelle à une époque charnière. Notre secteur énergétique voit s'offrir à lui une occasion formidable – et cela, au moment même où s'amorce une révolution fondée sur les données.

Or, dans le cadre de mon message, je dois ajouter que pour saisir cette occasion, notre secteur énergétique a besoin de soutien.

C'est un sujet qui me passionne.

Notre pays est plus divisé qu'il devrait l'être en provinces et régions, et nous n'atteindrons pas nos objectifs si nous ne travaillons pas ensemble.

Il y a deux ans, j'ai abordé ce sujet à Edmonton dans un discours qui soulignait la nécessité d'une nouvelle conversation nationale sur l'énergie.

Depuis ce temps, je poursuis cette conversation avec nos clients. Nous participons activement aux débats dans ce secteur partout au pays, notamment au moyen d'une série de tables rondes avec Doug Suttles d'Encana.

Nous essayons aussi d'aider le gouvernement fédéral à s'assurer que ses politiques sur le climat et l'économie appuient l'objectif général que nous avons tous en commun, j'en suis certain : un Canada plus prospère et durable pour nos enfants et nos petits-enfants.

Nous collaborons avec les Nations Unies et avec Mark Carney, un Albertain formidable, dans la recherche de solutions pour financer le secteur énergétique de demain et répondre aux besoins mondiaux à venir.

J'en ai récemment parlé sur la chaîne CNBC quand j'étais à New York.

Et j'ai communiqué ce message à Davos et à d'autres forums internationaux. Le message est très simple : le monde a besoin de plus d'énergie canadienne.

Aujourd'hui, j'aimerais présenter les messages que nous recevons de l'industrie, du gouvernement et des collectivités, ainsi que certaines conclusions de nos recherches récentes.

Nous voyons d'énormes possibilités pour l'Alberta et Calgary.

Mais nous croyons que pour saisir ces occasions, nous devons concentrer nos efforts et notre action sur quatre plans :

En premier lieu, nous devons nous doter de réglementations plus judicieuses, qui conviendront au contexte du 21<sup>e</sup> siècle ;

En deuxième lieu, nous devons adopter une approche pragmatique en matière de fiscalité afin de nous assurer que les entreprises canadiennes conservent leur compétitivité ;

Nous avons aussi besoin d'un meilleur accès aux marchés ;

Enfin, nous devons agir de façon plus déterminée en matière de technologie afin de mettre à profit les technologies de pointe de notre pays, y compris l'intelligence artificielle.

## **La quatrième révolution industrielle du Canada**

J'aimerais commencer par certaines observations sur l'évolution du monde, particulièrement en matière de technologie.

De nombreux clients, dans divers secteurs, nous ont dit que les données sont le nouveau pétrole. J'ai entendu si souvent cette phrase qu'elle en est devenue un cliché.

À certains égards, il y a du vrai dans cette affirmation. Les données ne valent rien tant qu'elles n'ont pas été raffinées. Pour créer de la valeur, il faut transformer les données en connaissances, puis en compréhension.

Comme bon nombre d'entre vous le savent, c'est ici en Alberta que se trouve l'un des centres sur lesquels le Canada mise pour comprendre les mégadonnées et mettre à profit leur potentiel – il s'agit de l'Alberta Machine Intelligence Institute, situé à Edmonton.

RBC a établi l'un de ses laboratoires d'IA à Edmonton, et nous participons et apportons notre soutien à l'écosystème d'innovation canadien, qui, selon nous, est un facteur déterminant de prospérité pour notre pays. Cet écosystème est aussi un outil de compétitivité essentiel pour les entreprises de presque tous les secteurs.

Les tout derniers progrès en matière d'IA et de mégadonnées sont en train de jeter les bases de la réalité qui sera la nôtre sur cette planète au cours des cent prochaines années. Selon le Forum économique mondial, cette transformation numérique créera, pour la société et l'industrie, une valeur qui atteindra 100 000 milliards de dollars d'ici le milieu des années 2020.

Les centres de recherche sur l'apprentissage machine situés à Edmonton, Toronto et Montréal ont suscité une attention internationale et attiré des investissements du monde entier.

De plus, en raison de la capacité de notre pays d'extraire et de raffiner le matériau brut que sont les données, divers secteurs se sont mis à rechercher de nouvelles avenues de croissance et à améliorer considérablement l'expérience client.

Ici, en Alberta, l'IA est très utilisée dans le secteur énergétique, mais aussi en éducation et dans d'autres secteurs d'activité, pour élaborer des technologies qui créent une énergie plus propre et plus efficace.

Malgré tous les exemples remarquables dont nous avons entendu parler cette semaine (au SAIT, au NAIT et ce matin à l'Université de Calgary), nous pouvons en faire plus.

Et pour cela, il nous faut apprendre à voir le pétrole et le gaz naturel comme un nouveau type de données qui peuvent favoriser l'innovation de mille et une façons.

Voilà pourquoi je tenais à communiquer ce message à Calgary. Je crois que vous êtes en mesure de saisir une occasion historique en créant un centre technologique de réputation mondiale qui pourra transformer le secteur énergétique canadien et aider le monde dans une transition à la fois intelligente et durable vers une économie à faibles émissions de carbone.

L'ensemble du Canada doit vous soutenir en renforçant ici en Alberta – sur les bases que vous avez déjà établies – l'écosystème technologique pour favoriser la création d'un monde meilleur, plus propre et plus prospère.

Et cela signifie faire de la vallée de la rivière Bow une nouvelle Silicon Valley.

### **L'énergie des années 2030**

Si nous investissons de façon stratégique – dans la technologie et dans le talent qui la fera fonctionner –, nous sommes en mesure de transformer notre secteur dominant.

Voici quelques faits importants pour commencer :

- L'énergie représente 10 % de notre PIB.
- Au cours des cinq dernières années, ce secteur a produit 90 milliards de dollars de recettes pour le gouvernement.
- Essentiellement, la production pétrolière et gazière finance 10 % des dépenses en soins de santé au pays.

Et elle pourrait en faire beaucoup plus.

Selon un nouveau rapport des Services économiques RBC, en adoptant une approche prudente, mais ambitieuse de la croissance dans ce secteur, nous pourrions hausser notre PIB de 1,1 %. Cette hausse potentielle équivaut à la contribution du secteur de l'automobile en entier.

D'après les estimations de notre rapport, les gouvernements canadiens pourraient dégager des recettes supplémentaires de 195 milliards de dollars d'ici 2030 en prenant les bonnes décisions de développement.

Et grâce aux progrès technologiques à prévoir, le secteur peut raisonnablement réduire d'un tiers la croissance des émissions de gaz à effet de serre.

Malgré ces forces, nous demeurons toutefois un joueur de faible importance dans le secteur énergétique mondial, car nous ne produisons que 5 % du pétrole de la planète.

Nous devons donc développer la technologie et l'infrastructure énergétiques qui auront une incidence sur les 95 % restants.

Compte tenu de ce qui est en jeu, ce projet pourrait faire partie de notre mission nationale.

Transformer notre secteur énergétique grâce à la technologie signifie changer notre façon de produire, d'expédier et de consommer l'énergie traditionnelle. Nous en tirerons un dividende économique et environnemental durant des décennies.

Bien sûr, l'industrie est déjà bien engagée sur cette voie. Toutefois, il faut maintenant que le reste du pays prenne la responsabilité de vous offrir le soutien dont vous avez besoin pour aller encore plus loin.

En effet, tout en répondant à la demande mondiale de pétrole et de gaz, le Canada doit aussi investir dans un nouveau type de secteur énergétique.

Voici pourquoi :

En 2030, les besoins énergétiques mondiaux seront très différents de ce qu'ils sont à l'heure actuelle. Même si la demande de combustibles fossiles atteindra peut-être un sommet d'ici là, nous aurons encore besoin de nouvelles sources de pétrole et de gaz tant pour maintenir notre mode de vie que pour faire en sorte que des milliards d'autres êtres humains puissent accéder au même niveau de développement.

Cela dit, on peut aussi prévoir que, partout dans le monde, les populations et les gouvernements se préoccupent encore plus qu'aujourd'hui des émissions de carbone.

## **L'histoire énergétique du Canada**

Au cours de la dernière décennie, le secteur pétrolier et gazier américain a progressé de façon remarquable, et les États-Unis sont devenus le pays affichant la croissance la plus rapide au chapitre de l'exportation d'énergie.

Notre principal acheteur est maintenant notre principal concurrent – non seulement en raison de ce qu'il produit, mais aussi du faible coût auquel il le produit.

Ici, au Canada, nous nous sommes heurtés à des difficultés beaucoup plus importantes au chapitre de la compétitivité, de sorte que notre secteur énergétique serait justifié de manquer d'optimisme.

- Nous avons envoyé des signaux contradictoires aux investisseurs d'ici et de l'étranger.
- Nous avons érigé des barrières qui ont freiné l'accès au marché et l'adoption de nouvelles technologies.
- De plus, nous continuons d'imposer au secteur une complexité réglementaire excessive.

Au cours des dernières années, nous avons observé avec grande fierté la façon dont nos clients – et en particulier en Alberta – avaient répondu à l'appel exigeant un développement énergétique plus durable, malgré un contexte économique très difficile. Nous avons été impressionnés par les efforts que vous avez déployés pour trouver des façons novatrices de réduire l'intensité de carbone des produits énergétiques albertains, et par votre leadership en matière de production socialement responsable.

Nous voulons continuer de favoriser cette transformation.

À RBC, notre position en matière de développement durable est claire.

Nous croyons que les changements climatiques constituent le défi le plus pressant de notre époque – un défi qui détermine l'orientation économique de certains pays, qui agit sur les migrations humaines, qui influe sur l'approvisionnement alimentaire et qui contribue à la volatilité politique dans le monde entier.

Il est essentiel de relever ce défi selon une approche juste et équitable pour notre secteur énergétique.

Pour notre part, nous sommes déterminés à contribuer au financement de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

À nos yeux, cette question est par-dessus tout une priorité d'affaires, et nous soutiendrons tous nos clients dans cet effort – au moyen de nos produits, de nos services et de nos conseils.

Voici d'autres conclusions de nos recherches démontrant l'évolution de notre planète et de sa dépendance à l'énergie :

### **Consommation mondiale et production canadienne**

Dans dix ans, à l'approche de 2030, la consommation pétrolière et gazière sera 10 % plus élevée qu'aujourd'hui.

Cette réalité est inévitable, peu importe ce que fait le Canada – principalement en raison du développement économique rapide dans certains pays d'Asie, plus particulièrement l'Inde et la Chine.

Le pétrole et les autres combustibles fossiles représenteront près de la moitié de la nouvelle demande d'énergie d'ici la fin de la prochaine décennie.

Ils représenteront également les trois quarts du total de la demande mondiale.

Pour le secteur pétrolier et gazier canadien, cette occasion de croissance est cruciale.

Notre pays est sans conteste un géant mondial des combustibles fossiles et fait partie des rares producteurs en mesure de répondre à cette nouvelle demande de manière durable et responsable.

## Notre défi collectif

Nous devons aussi prendre conscience que la consommation d'énergie au Canada même atteint un plateau et que l'exportation de charbon, d'énergie nucléaire et d'énergie de sources renouvelables a un potentiel limité. Le Canada doit donc vendre plus de pétrole et de gaz pour maintenir sa part du marché mondial de l'énergie.

Nous devons cependant les obstacles que représentent les charges d'exploitation élevées, y compris les coûts liés à la conformité à la réglementation et aux permis, et l'augmentation des émissions.

Chaque jour, le Canada laisse passer des occasions valant des dizaines de millions de dollars.

- Nous ne profitons tout simplement pas assez de nos ressources.
- Notre pétrole brut lourd coûte plus cher à extraire, à transporter et à raffiner.
- La majorité de nos ressources sont enclavées.
- Et nos pipelines sont au maximum de leur capacité.

Enfin, bien que nous appuyions le principe de la tarification du carbone sans incidence sur les recettes, nous nous inquiétons du fait qu'une trop grande partie de ces fonds ont été affectés aux dépenses générales du gouvernement au lieu d'être investis dans une production énergétique plus propre et concurrentielle.

En ce qui concerne les émissions, voici quelques faits à connaître :

- Les émissions canadiennes liées au secteur pétrolier et gazier sont en voie d'augmenter d'au moins 15 % d'ici 2030, et ce secteur représente environ 26 % des émissions globales de gaz à effet de serre au Canada.
- Bien sûr, le reste du Canada contribue de façon encore plus importante à nos émissions globales, principalement dans les secteurs du transport et du bâtiment, et nous devons nous assurer qu'une partie de nos recettes fiscales servent à améliorer l'efficacité énergétique à l'échelle du pays. Cela favorisera aussi la compétitivité du Canada.
- Pour rendre le secteur énergétique canadien plus propre, plus efficient et plus concurrentiel sur le plan des coûts, l'industrie et le gouvernement doivent investir davantage dans les nouvelles technologies énergétiques innovatrices – le genre de technologies que le reste du monde pourra adopter, et même nous acheter.

## **Un moment important pour l'Alberta**

Nous savons qu'en Alberta, les intervenants du secteur énergétique et du gouvernement sont sur la bonne voie en cherchant à optimiser les redevances, à diversifier l'économie, à concurrencer les exportations américaines et à réduire les émissions.

Le réseau Clean Resource Innovation Network a mis sur pied une impressionnante proposition pour obtenir du soutien fédéral dans le cadre de la nouvelle Initiative des supergrappes d'innovation. Malheureusement, cette proposition n'a pas été approuvée.

Mais le réseau ira tout de même de l'avant, démontrant avec brio la résilience albertaine. Étant donné votre esprit d'entreprise et de collaboration, nous croyons que ce sera le point de départ de grandes réalisations.

Notre pays doit redoubler d'efforts pour favoriser l'innovation axée sur les ressources propres et investir une part raisonnable de ses redevances croissantes dans les nouvelles technologies susceptibles de faire du Canada un chef de file mondial de l'énergie durable, y compris l'énergie pétrolière et gazière.

Quelle est la meilleure façon d'investir cet argent à l'avenir ?

On peut s'inspirer du formidable travail déjà en cours en Alberta, que l'on pense au projet pilote Nsolv de Suncor, aux efforts d'Exxon en matière d'utilisation efficace de l'eau ou aux projets de captage et stockage du dioxyde de carbone menés par Shell et Enhance Energy, entre autres.

Ces initiatives fondées sur la technologie nécessitent un meilleur soutien financier et, par-dessus tout, un meilleur soutien réglementaire pour que nous puissions démontrer au monde comment elles peuvent fonctionner à grande échelle. C'est pourquoi notre entreprise accorde la priorité au financement de projets de clients axés sur la réduction des émissions de carbone.

## **Les avantages**

L'enjeu est énorme.

Mais pour nous assurer que notre industrie de l'énergie demeure rentable et continue de répondre à la demande, nous devons surmonter les obstacles liés à la compétitivité et aux émissions.

Au début, j'ai mentionné quatre aspects sur lesquels nous croyons devoir axer nos efforts pour y arriver. Voici les approches que nous suggérons d'adopter afin que l'industrie canadienne de l'énergie réponde à nos besoins en 2030.

## Mesures à prendre

### 1. Une réglementation plus judicieuse

L'ALENA, aujourd'hui remplacé par l'AEUMC, a fait les grands titres durant la majorité de 2018, mais je sais qu'un autre type de législation a dominé les débats en Alberta : le projet de loi C-69.

Si ce projet de loi est adopté, ce qui semble probable, il est important que le gouvernement fédéral soit à l'écoute des sérieuses préoccupations du secteur énergétique pour élaborer la réglementation connexe.

Selon nous, il faut notamment se pencher sur l'établissement de limites claires quant au nombre et à la diversité des interventions, de même que sur les critères d'approbation des projets.

Nous préférierions voir le Canada adopter une méthode plus novatrice, comme l'a suggéré la table sectorielle de stratégies économiques portant sur les ressources de l'avenir. Parmi ses recommandations, notons une approche fondée sur les résultats et la mise en place d'un système de permis inspiré du programme NEXUS, qui récompense les bons comportements au lieu de les punir.

Si nous pouvons adopter une telle approche ensemble, nous pouvons gagner la confiance du public à l'échelle du pays et celle des investisseurs du monde entier.

C'est la première mesure à prendre.

Car comme vous êtes nombreux à le savoir, la complexité de notre réglementation nous ralentit et nous coûte cher.

Selon une récente étude de l'Institut C.D. Howe, les coûts de conformité aux politiques pour les producteurs de pétrole sont deux fois plus élevés que ceux que doivent assumer leurs contreparties au Texas, et plus de trois fois plus élevés qu'en Dakota du Nord et en Pennsylvanie.

Par conséquent, nous n'obtenons pas des milliards de dollars d'investissements dans des projets pétroliers et gaziers canadiens à faibles émissions de carbone.

D'autres pays modèles sur le plan économique, comme la Norvège, l'Australie et le Royaume-Uni, lancent des projets beaucoup plus rapidement que nous - et il n'y a aucun motif de croire que ces pays agissent de façon moins responsable envers la collectivité ou l'environnement.

À l'avenir, nous devons miser sur l'établissement d'un système qui offre une protection raisonnable sous forme de consultations et d'examen, mais aussi des incitatifs pour l'innovation dans le domaine de l'énergie propre.

## **2. Un cadre fiscal solide**

Nous devons établir un cadre fiscal qui assure notre compétitivité sur la scène mondiale.

C'est la deuxième mesure cruciale que nous devons prendre.

L'Alberta a été une pionnière mondiale en établissant une importante tarification du carbone et en plafonnant les émissions.

Comme je le dis depuis des années, ces initiatives indiquent clairement au monde notre intention de jouer un rôle de premier plan dans l'innovation en matière d'énergie propre.

Nous continuons d'appuyer une approche cohérente de la tarification du carbone.

Nous commençons à générer des recettes considérables.

Maintenant, nous devons nous assurer qu'une part de ces recettes est affectée à l'innovation énergétique.

Il est également essentiel d'utiliser les ressources de manière plus transparente et indépendante.

Nous appuyons aussi les incitatifs fiscaux, comme un amortissement fiscal pour les nouveaux investissements en innovation énergétique et des crédits d'impôt pour les nouveaux investissements dans des entreprises en démarrage axées sur l'énergie propre.

## **3. Un meilleur accès aux marchés**

L'annonce du complexe de gaz naturel liquéfié de 40 milliards de dollars devrait marquer le début d'une nouvelle ère de projets d'infrastructures énergétiques propres et durables.

Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il s'agit d'une exception dans les dernières années.

Le gouvernement fédéral a fait preuve d'audace en acquérant le projet Trans Mountain. Et nous appuyons son engagement pour la suite.

Pour faire revenir les investisseurs et mettre en marché notre pétrole et notre gaz plus rapidement et efficacement, nous devons continuer d'oser et de faire progresser les infrastructures énergétiques.

C'est la troisième mesure que nous devons prendre.

#### **4. Des avancées technologiques**

Pour boucler la boucle, tout repose sur la technologie.

L'investissement de nos recettes dans la prochaine génération de technologies axées sur l'énergie propre est tout aussi important que l'accès aux marchés.

Nous avons les institutions en place, mais il faut maintenant nous assurer qu'une plus grande partie des fonds tirés de redevances et de taxes sur le carbone sont réinvestis dans ces efforts.

J'ai déjà souligné quelques technologies et processus innovateurs qui font l'objet de projets pilotes en Alberta.

Nous devons nous demander comment adopter les technologies de manière plus ambitieuse. Comment pouvons-nous tirer des leçons de Silicon Valley pour bâtir un écosystème d'innovation beaucoup plus vaste ici même, à Calgary ?

Un écosystème qui incitera les producteurs d'énergie à adopter rapidement les plus récentes technologies propres, ce qui comprend à la fois les infrastructures physiques et les outils numériques.

#### **Conclusion**

Mesdames et messieurs, j'aimerais vous laisser sur un message simple, mais primordial :

Les dirigeants canadiens fédéraux et provinciaux doivent promouvoir l'une de nos plus importantes exportations et convaincre le monde de faire affaire avec nous.

Nous devons collectivement affirmer au monde qu'il lui faut plus d'énergie canadienne.

Pour ce faire, nous devons présenter efficacement sur la scène mondiale le fait que l'industrie pétrolière et gazière canadienne possède les réserves et la capacité nécessaires pour accélérer la production, de même qu'une réputation de solide protection des travailleurs et de production éthique, efficiente et durable.

Nous savons que la majorité des Canadiens appuient notre industrie pétrolière et gazière. Nous devons l'assumer avec confiance.

Je sais que nous pouvons prospérer dès maintenant, tout en nous positionnant pour l'avenir.

Il serait facile de nous contenter de récolter les fruits des redevances, des recettes fiscales et de la croissance économique à court terme, mais si nous n'investissons pas massivement dans l'avenir, les Canadiens et le secteur énergétique du pays ne seront pas bien préparés à ce qui les attend.

Nous avons l'occasion d'être un chef de file mondial.

- Mais si nous n'investissons pas suffisamment dans les nouvelles technologies...
- ...si nous ne bâtissons pas les infrastructures nécessaires...
- ...si nous n'adoptons pas une approche pragmatique de la fiscalité...
- ...et si nous ne surmontons pas les obstacles réglementaires...

...nous raterons une occasion historique d'occuper une place de choix dans la nouvelle économie énergétique.

Voici la chance pour l'Alberta de se positionner comme chef de file mondial dans la transition vers l'énergie à faibles émissions de carbone. Et l'ensemble du Canada doit appuyer l'Alberta.

Cela nécessitera des investissements importants et une grande expertise technologique, mais nous devrions en faire un aspect central de notre mission nationale.

Parce que le monde a besoin de plus d'énergie canadienne.

Et le Canada a besoin d'une industrie de l'énergie qui continue de jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale...

...et qui nous permet de maintenir la solidité, la prospérité et la durabilité du pays pour les générations à venir.

Merci.